



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 17 au 23 décembre 2020

Mexique

2019 – PIB : 1258 Mds USD | Pop : 127 M hbts

COVID-19

A la fin de la journée du 23 décembre, le Mexique enregistrait 120 311 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +3,9 % de décès supplémentaires en une semaine. 1 350 079 cas confirmés ont été enregistrés (+ 5,7 % en une semaine).

Finances publiques

Le ministre des Finances Arturo Herrera, a annoncé que la campagne de vaccination contre le COVID-19 au Mexique pourrait coûter plus de 34 Mds MXN (1,7 Md USD). Les accords que le pays a signés avec les compagnies pharmaceutiques pour l'achat des vaccins s'élèvent à 1,6 Mds USD (avec Pfizer-BioNTech, CanSino et AstraZeneca). Aussi, il a garanti la disponibilité des ressources pour l'acquisition des vaccins, en précisant que ces ressources ont été mises en réserves en USD pour éviter l'effet en cas de volatilité du taux de change.

Arturo Herrera a aussi annoncé lors d'une conférence de presse que pour pallier la chute des recettes fiscales suite à la pandémie, le gouvernement allait utiliser 4 Mds USD de la couverture pétrolière et 14 Mds des fonds contre-cycliques et des *fideicomisos*. Ainsi, il a réitéré dans des déclarations à la radio que la contraction économique sera comprise entre -8% et -8,5% du PIB en 2020.

Economie

Le Trésor mexicain a amélioré sa prévision du niveau de la dette publique en 2021, à 52,6% du PIB (contre 53,7% du PIB prévu lors de la dernière estimation). Le ministère public a aussi revu à la baisse son estimation du niveau de la dette publique pour la fin 2020 et estiment désormais que l'année se terminera avec un niveau d'endettement public à hauteur de 53,5 % du PIB (contre 54,7% précédemment).

L'enquête Citibanamex portant sur les anticipations économiques, a fait ressortir un consensus auprès des experts consultés, qui estiment une reprise du cycle d'abaissement du taux directeur de la part de la Banque centrale du Mexique (Banxico) à partir de février 2021. Les experts estiment une baisse de 25 points de base lors de la prochaine réunion du Conseil des gouverneurs de Banxico (Junta de gobierno).

L'indice synthétique de l'activité économique du Mexique (IGAE) a enregistré en octobre une hausse de 1,58 % g.m. selon l'Institut national des statistiques et de la géographie (Inegi). Il

s'agit du cinquième mois consécutif d'augmentation et sa plus forte hausse depuis juillet. Toutefois, l'indice se trouve encore à des niveaux inférieurs à l'avant pandémie.

L'indice national des prix à la consommation (INPC) a enregistré au cours de la première moitié du mois de décembre une variation de 3,22 % par rapport à la même période de l'année dernière selon l'Inegi. Ce chiffre est le plus bas depuis la première moitié du mois de juin 2020 lorsqu'il s'élevait à 3,17 %.

L'enquête téléphonique mensuelle effectuée par l'Inegi à propos du COVID-19 et du marché du travail montre que 14,8 M de travailleurs connaissent toujours une baisse de revenus du fait de la pandémie. Ainsi, 41,6% de la population active a déclaré une baisse de leur revenu en juillet. Cela représente une légère baisse par rapport aux mois précédents : en avril, elle était de 46,1 %, en mai de 44,6 % et en juin de 45,2 %.

Au troisième trimestre 2020, l'indicateur trimestriel d'épargne brute (ITAB) a présenté une augmentation de 19,6 % par rapport au trimestre précédent et a totalisé 227 M USD selon l'Inegi. Il s'agit de la plus forte augmentation de cet indicateur depuis le quatrième trimestre 1995, où il avait enregistré une hausse de 20,8 %. Ainsi, la participation de l'épargne au PIB est de 19,4%, un chiffre supérieur à celui observé au deuxième trimestre, où elle s'élevait à 18,3%.

Entreprises et grands contrats

La production nationale de pétrole a augmenté de 0,36% g.a en novembre 2020 (l'équivalent à une augmentation de 6 000 barils par jour) selon les chiffres publiés par PEMEX. L'augmentation de la production est due à la production de pétrole brut lourd, avec une augmentation de 14 000 barils par jour en glissement annuel, qui a compensé la baisse de 6 000 barils par jour de production de pétrole léger.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 23/12/2020
Bourse (IPC)	- 0,44 %	- 1,27 %	43 597,30 points
Taux de change USD/Peso	+ 1,06 %	+ 4,94 %	20,07 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+ 0,95 %	+ 14,91 %	24,46 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	- 1,39 %	- 16,96 %	45,50 USD/Barils

AMERIQUE CENTRALE

2019 – PIB : 271 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 23 décembre 2020</i>	
	Costa Rica	161 942 (+4,3 % sur la semaine) <i>Décès : 2 065</i>
Guatemala	130 828 (+2,6 % sur la semaine) <i>Décès : 4 739</i>	
Honduras	118 036 (+2,4 % sur la semaine) <i>Décès : 3 054</i>	
Nicaragua	5 991 (+0,9 % sur la semaine) <i>Décès : 164</i>	
Panama	220 261 (+10,2 % sur la semaine) <i>Décès : 3 664</i>	
Salvador	43 772 (+3,2 % sur la semaine) <i>Décès : 1 274</i>	

Régional

Le Congrès étatsunien a approuvé la loi « d'Engagement pour l'amélioration du Triangle nord¹ » visant à freiner l'immigration clandestine et à mieux identifier les personnes liées à des actes de corruption. Ce texte comportera quatre axes de coopération majeure : développement économique, lutte contre la corruption, renforcement de la gouvernance et amélioration de la sécurité. Une liste identifiant toutes les personnes du Triangle nord ayant commis des actes de corruption sera présentée aux autorités étatsuniennes de manière régulière et fera l'objet de sanctions.

Costa Rica

2019 – PIB : 61,7 Mds USD | Pop : 5 M hbts

Le Costa Rica a consacré 4% de son PIB au paiement des intérêts de la dette entre janvier et septembre 2020 (soit 0,7 point de pourcentage par rapport à 2019). Le Costa Rica dépasse ainsi le Salvador, qui a alloué 3,3% de son PIB, selon le CEPAL. En 2019 le Costa Rica était le troisième pays le plus endetté d'Amérique latine derrière le Brésil et l'Argentine, avec un déficit budgétaire de 6,7% du PIB et un niveau de dette publique qui atteignait 66,2% du PIB.

Selon l'agence de notation Fitch Ratings, la persistance du déficit budgétaire et le rythme de croissance de l'endettement public pourraient conduire à une plus grande vulnérabilité économique. En effet, le déficit budgétaire se situe déjà au-dessus de 7% du PIB, sans pour autant avoir atteint les 9% du PIB estimés par le ministère des Finances pour fin 2020.

¹ Triangle nord : Guatemala, Honduras, Salvador

Honduras

2019 – PIB : 25,1 Mds USD | Pop : 9,7 M hbts

Selon l'institut de recherche économique et sociale (IIES), plus de 500 000 emplois ont été perdus à cause de la crise sanitaire dans le pays. Plus de 33% des Micro et PME ont suspendu leur activité ou licencié la majorité de leurs employés. Malgré la réouverture du pays débutée fin juillet, 80% des entreprises ont vu leur revenu baisser sur les dix premiers mois de l'année. La Banque centrale a par ailleurs indiqué une baisse de l'activité économique de 8,4% g.a de janvier à octobre. Les Micro et PME ont particulièrement subi les effets économiques de la pandémie, n'ayant eu que très peu accès aux mesures d'aide gouvernementales.

L'agence de développement dédiée au secteur privée Proparco, filiale de l'AFD, a approuvé une ligne de crédit de 20 M USD à la banque Ficohsa pour le financement des PME. 7,5 M USD seront directement alloués aux entreprises favorisant l'inclusion des femmes dans l'activité économique du pays et 5 M USD seront dédiés au secteur agroalimentaire.

Guatemala

2019 – PIB : 76,7 Mds USD | Pop : 16,6 M hbts

Le ministère de l'agriculture a réévalué les pertes économiques causées par le passage des tempêtes Eta et Iota à près de 113 M USD. 136 000 hectares de cultures ont été touchés notamment des productions de maïs, d'haricots, de cardamome (dont le Guatemala est le premier exportateur mondial) et de café. Douze départements majoritairement agricoles ont été touchés par les deux tempêtes, affectant plus de 200 000 familles.

Nicaragua

2019 – PIB : 12,5 Mds USD | Pop : 6,5 M hbts

L'Assemblée nationale a approuvé la nationalisation de deux entreprises d'électricité (TSK et Melfosur) dans le cadre de la Loi de garantie de fourniture d'électricité présentée par le Président Ortega. Selon un communiqué du Parti sandiniste au pouvoir, le prix de l'électricité a récemment connu deux baisses de 10,6% et 15% et 98,5% de la population a désormais accès à l'électricité.

L'organe législatif a approuvé durant la même séance une loi empêchant des responsables politiques de participer à des élections et exercer des fonctions publiques. Cette loi controversée empêche les partis et politiques que le gouvernement considère comme « terroristes » ou « participant à un éventuel Coup d'Etat » de se présenter à des élections. Quatorze députés du Parti Libéral Constitutionnalistes (PLC) ont dénoncé une loi anticonstitutionnelle et ont voté contre. Les Etats-Unis ont dans la foulée sanctionné trois membres du gouvernement pour corruption et violation des droits de l'homme.

La dette extérieure a atteint 11,7 Mds USD à fin septembre soit 94% de son PIB selon la Banque centrale nicaraguayenne. La dette publique représente 56% du montant total alors que 44% proviennent du secteur privé. La moyenne pondérée de maturité de la dette publique extérieure est de 24 ans pour un taux d'intérêt moyen de 2,46%. La maturité de la dette extérieure du secteur privé atteint 18 ans pour un taux d'intérêt moyen de 3,91%.

Panama

2019 – PIB : 66,8 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

La Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé un programme de soutien budgétaire d'un montant de 200 M USD lié au deuxième programme de réforme des secteurs de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement. Le programme vise à améliorer la durabilité du secteur de l'énergie, ainsi qu'à accroître la couverture et à améliorer la gestion des services d'eau potable et d'assainissement, à travers d'une série de réformes politiques visant à renforcer le cadre réglementaire et institutionnel des deux secteurs.

Selon une enquête effectuée par UNICEF, 26% des ménages panaméens déclarent la perte totale de leurs revenus en raison de la pandémie de COVID-19, tandis que 49% rapportent une perte partielle. 43% des ménages interrogés en novembre ont déclaré utiliser leur épargne pour couvrir leurs besoins essentiels et 16% affirment avoir dû recourir à l'emprunt.

Fin octobre, le gouvernement panaméen a signé un accord de prêt avec la BID pour un montant de 40 M USD, afin de promouvoir l'inclusion sociale des personnes handicapées au Panama. Le financement s'établit sur une période de 15 ans, avec une période de décaissement de 5 ans. Ce prêt devrait être exécuté sur la période 2020-2021.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

La France a remis le 16 décembre du matériel médical aux autorités salvadoriennes pour lutter contre la pandémie. Cette aide, d'une valeur de 155 000 EUR, arrive alors que le pays connaît une recrudescence de l'épidémie. Près de 300 cas quotidiens ont été diagnostiqués ces derniers jours, un nombre proche de ceux de la première vague. Le gouvernement, qui a longtemps espéré pouvoir minimiser cette deuxième vague, a profité de l'occasion pour lancer des avertissements et recommandations à l'approche des fêtes et alors que les élections législatives de février 2021 se profilent.

CARAÏBES

2019 – PIB : 213 Mds USD | Pop : 36 M hbts

Pays	Nombre de décès liés au COVID-19
	<i>Données officielles au 23 décembre 2020</i>
République dominicaine	162 496 (+3,6%) <i>Décès : 2 401</i>
Haïti	9 805 (+2,2 %) <i>Décès : 234</i>
Jamaïque	12 423 (+4,3%) <i>Décès : 290</i>
Cuba	10 500 (+8,6%) <i>Décès : 139</i>

Cuba

2018 – PIB: 100 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

Chute du PIB de -11% en 2020 d'après les chiffres officiels: La sixième session ordinaire de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire s'est réunie le 17 décembre dernier. Le vice-premier ministre et chef de l'économie et de la planification, Alejandro Gil Fernández, a indiqué que le ralentissement de l'activité économique (-11% du PIB pour l'exercice 2020) avait débuté dès 2019 en raison des nouvelles sanctions économiques imposées par l'administration Trump et s'était renforcé du fait de la baisse des entrées de devises et la mise en place des mesures sanitaires pour faire face à la pandémie au deuxième trimestre 2020. Selon le ministre, l'année 2021, première de la réforme monétaire et cambiaire, devrait connaître une reprise progressive de l'économie (estimations officielles du PIB entre 6% et 7% de croissance du PIB). Le ministre a assuré que le plan de l'économie pour 2021 devrait permettre d'assurer les besoins essentiels des ménages (nourriture, carburant, médicament,...) tout en préservant l'objectif de réduction des importations (-30% en 2020) par le développement de la production nationale et sa redistribution vers les magasins en MLC (monnaie librement convertibles). D'après les annonces officielles, les exportations et les recettes en devises devraient augmenter (2,2M de touristes attendus pour 2021), de même que les investissements (+22% et 29 nouveaux projets d'investissements étrangers approuvés). Depuis la période spéciale (décennie 1990 suite à l'effondrement de l'URSS), l'île n'avait pas connu une telle crise économique.

Jamaïque

2019 – PIB : 16,5 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

La Jamaïque a enregistré un taux d'inflation mensuel de 0,6% en novembre 2020 selon l'Institut des statistiques de la Jamaïque (STATIN). Ainsi, l'Indice des prix à la consommation (IPC) est passé de 106,9 le mois précédent à 107,6 en novembre. Cette hausse est principalement due à une augmentation de 1,7% dans la rubrique « Aliments et boissons non alcoolisées ».